

bn 329

C. C. P. Daniel Guérin, La Ciotat, 1865-82, Marseille.

PRIX: 2 F.

Imp. des Gondoles - 6, rue Chevreul, 94 - Choisy-le-Roi

Dépôt légal : 2^e trimestre 1968.

N^o d'impr. : 5

DANIEL GUÉRIN

Cuba - Paris



14368

Chez l'auteur

13, rue des Marronniers - Paris (16^e)

Mai 1968

fidèlement
og

Du même auteur

Le Pouvoir noir (1 F., en vente à « La Joie de Lire », 40, rue Saint-Séverin, Paris 5°).

OÙ VA LA RÉVOLUTION CUBAINE ?

I

Je reviens de Cuba. J'étais l'un des 470 « travailleurs intellectuels » invités par le gouvernement cubain au Congrès culturel de La Havane. Séjour trop bref, de trois semaines, dont huit jours consacrés aux séances du congrès pour lequel on nous avait engagés dans un hôtel de luxe, beaucoup de « temps mort » : tourisme, bains de mer, réceptions, et le relatif écran d'une langue que je comprends mal. Les impressions que je rapporte sont donc quelque peu fugitives.

La révolution cubaine est une révolution jeune. Les « barbudos » de la Sierra Maestra sont encore dans la force de l'âge. Fidel Castro vient tout juste de franchir le cap de la quarantaine. Les postes responsables sont tenus souvent par de très jeunes hommes ; d'où une audace qui a son revers : une relative inexpérience ; d'où aussi une confiance en l'avenir : cette équipe juvénile a l'impression d'avoir devant elle des années pour mener à bien la révolution — une révolution qui commence seulement à prendre de la bouteille.

La révolution cubaine est idéaliste et volontariste. En même temps qu'elle relève la condition matérielle de l'homme, elle vise, plus encore, à sa transformation psychologique, à son développement intégral, à la création d'un « homme nouveau » profondément différent du repoussant « homo economicus » hérité du capitalisme. Dès qu'il débarque à Cuba, le visiteur est frappé par un style de vie original, une joie de vivre qui assimilent vite à la révolution les Cubains d'adoption : un jeune couple de Français nous ont confié qu'ils ne pourraient plus vivre ailleurs et des étudiants algériens, boursiers de Cuba, quand ils parlent des réalisations de la révolution cubaine, disent : « nous ».

Pour qui a vécu aux Etats-Unis et aux Antilles, Cuba offre, du point de vue racial, un spectacle stimulant. Aucun préjugé, aucune discrimination entre descendants d'Espagnols et descendants

d'Africains, ces derniers formant près de la moitié de la population et se reproduisant plus vite que les Blancs. Les jeunes étudiants du « Pouvoir noir », invités au Congrès culturel, n'en pouvaient croire leurs yeux. L'avenir à Cuba est, semble-t-il, au croisement des races, bien que les mariages mixtes, en augmentation, ne soient pas encore très nombreux. Le retard relatif de la population noire, du point de vue scolaire et professionnel, héritage du passé, expliquerait le petit nombre d'hommes de couleur dans les hautes fonctions de l'Etat et du parti. Par contre, une pléiade de jeunes s'attachent à mettre en valeur l'héritage culturel africain et esclavagiste à Cuba, notamment sur le plan littéraire et théâtral. La culture, à Cuba, est largement afro-cubaine. (1)

Sur le plan social, le régime m'est apparu comme une sorte de paternalisme (dans la meilleure acception du terme), organisateur et diligent. Ses bienfaits sont dispensés au peuple d'en haut. La semaine de travail réduite à 44 heures, des salaires décents (tendant vers l'égalitarisme, bien que l'éventail soit encore de 1 à 3), un mois de congés payés, la médecine gratuite, la suppression des impôts (sauf sur le commerce privé), une tendance à la gratuité de certains services publics et de certaines catégories de logements, enfin, surtout, la stabilité de l'emploi et la sécurité pour les vieux jours attachent au régime les travailleurs cubains.

L'entière scolarisation, l'ouverture de belles écoles, une large extension des bourses d'études (300.000 boursiers à Cuba), l'hébergement à La Havane des boursiers dans les anciennes villas des riches, la gratuité des études et des livres assurent à la révolution le soutien de la jeunesse.

Quant à la petite paysannerie, la promesse lui a été faite, et tenue, de ne la point socialiser. Elle doit au régime l'abrogation des servitudes féodales et du métayage, l'achat, à des prix qui échappent à l'ancienne loi de l'offre et de la demande, de la totalité de ses récoltes, la fourniture à crédit d'engrais, de semences, de matériel agricole, etc.

La révolution cubaine a vaincu l'analphabétisme et elle a supprimé le chômage, notamment le chômage saisonnier qui, avant 1959, était un mal endémique. Ne sont oisifs aujourd'hui que les fainéants urbains, qui refusent le travail à la campagne ou le travail volontaire. Il y a même une pénurie aiguë de main-d'œuvre, due à la faible démographie de Cuba, à l'essor économique et à la cessation de l'immigration saisonnière en provenance de Saint-Domingue ou de la Jamaïque. La misère n'existe plus à Cuba, sauf dans quelques recoins au sol pauvre et encore délaissés. Le visiteur ne voit ni haillons ni mendiants.

(1) Cf. Miguel Barnet, *Esclave à Cuba*, qui vient de paraître en français chez Gallimard.

Des ombres au tableau

Le tableau comporte, toutefois, des ombres. Le rationnement en denrées alimentaires et en vêtements est sévère. Aussi la population ne peut-elle consacrer la totalité de son revenu à des achats de première nécessité et se voit-elle contrainte d'en gaspiller l'excédent dans des dépenses qui ressortissent au domaine, agréable d'ailleurs, du superflu. En outre, les bontés du régime et le fait qu'elles sont dispensées d'en haut ne stimulent pas trop l'ardeur au travail. La productivité demeure assez faible. La faute, il est vrai, n'en incombe pas seulement au facteur humain mais aussi à la vétusté des machines dans l'industrie et au fait que la mécanisation de l'agriculture n'en est qu'à ses premiers pas.

Par ailleurs, la survie accordée à la petite paysannerie n'est guère un facteur de rentabilité agricole et ses bras font défaut à l'agriculture socialisée (2), qui manque de main-d'œuvre : pour couper la canne à sucre, pour entreprendre ses nouvelles cultures diversifiées, vivrières notamment, la révolution est obligée d'adjoindre aux travailleurs permanents des volontaires temporaires prélevés sur les villes, salariés et étudiants. Ce système désorganise quelque peu la production, les services publics et les études, mais il présente l'avantage d'entretenir l'enthousiasme révolutionnaire. La révolution cubaine croit, en effet, à l'excellence d'un volontariat qui, soulignons-le en passant, n'a pas l'air d'être de la frime : les abstentionnistes ne sont, paraît-il, l'objet d'aucune rigueur. Tout au plus sont-ils privés de quelques faveurs.

Issue d'une entreprise militaire, sous la direction de petits-bourgeois nationalistes, amenée par la suite à prendre pour modèles les pays socialistes de l'Est, la révolution cubaine n'a peut-être pas accordé une attention suffisante à la gestion ouvrière de la production du type espagnol, yougoslave ou algérien. Le « Che » Guevara, du temps où il dirigeait le ministère de l'Industrie, était méfiant à son égard. Une suspicion qui reposait, d'ailleurs, sur un malentendu : il s'imaginait, à tort, que l'autogestion excluait la planification centralisée et qu'elle était synonyme d'égoïsme d'entreprise. A Cuba, une certaine collaboration existe, certes, entre les assemblées des travailleurs et les directions nommées par l'Etat mais elle n'a encore qu'un caractère limité. Au surplus, dans l'agriculture, l'autogestion est rendue assez peu praticable par le caractère très saisonnier de la *zafra*, la campagne sucrière, principale activité productrice de l'île : elle ne dure que quelques mois et les coupeurs, leur tâche terminée, sont versés dans d'autres activités

(2) Cf. L'ouvrage excellent de Michel Gutelman *L'Agriculture socialiste à Cuba*, qui vient de paraître chez Maspero.

(bâtiment, cultures diversifiées, etc.). De plus, la mécanisation projetée réduira sensiblement la quantité de main-d'œuvre employée dans le sucre.

L'absence relative d'autogestion présente des inconvénients de deux sortes : tout d'abord, les travailleurs n'acquièrent pas tout l'esprit d'initiative et de dévouement communautaire que leur inculquerait une participation plus active à la gestion ; d'autre part, le manque d'autonomie comptable des entreprises, dont les recettes et dépenses sont purement et simplement « budgétisées » par l'Etat, estompe la notion de prix de revient et compromet la rentabilité (une telle centralisation est facilitée par l'exiguïté de Cuba : un cinquième de la France).

A nos objections les Cubains répondaient : 1° que la participation populaire à la production s'opère, mais à un niveau plus élevé que l'entreprise, celui de l'identification totale des masses avec la révolution et son commandant en chef ; 2° que l'autonomie comptable des entreprises est une des superstitions capitalistes dont il convient de s'affranchir.

Car la révolution cubaine se croit déjà suffisamment avancée sur la voie du communisme pour envisager de rompre avec le fétichisme de l'argent, briser délibérément la loi de la valeur et jeter par-dessus bord ce que Marx appelle le « droit bourgeois ». La nécessité, pendant toute une période transitoire, du stimulant matériel et de la rémunération en fonction du travail fourni est mise en doute, au moins en paroles. Déjà nombre de services publics et sociaux, certaines répartitions de produits agricoles, tendent vers la gratuité et Fidel annonce, en termes d'ailleurs vagues, une « distribution communiste ». Brûlant les étapes, Cuba, sans le savoir peut-être, s'inspire du *communisme libertaire* de Kropotkine, naguère jugé prématuré à la fois par les marxistes et les proudhoniens. Sur le plan psychologique et pédagogique, la démarche est certainement féconde. Elle contribue à la formation d'une mentalité communiste, d'un homme nouveau libéré de la mentalité de l'économie marchande. Mais elle est idéaliste. Sur le plan matériel l'application en est encore limitée et ses résultats problématiques (3).

(3) Dans un article du *Monde* (30 janvier 1968), Henri Denis, professeur à la Sorbonne, tance dogmatiquement du haut de la chaire, la révolution cubaine : il n'en revient pas qu'elle ose transformer l'homme par la seule force de la persuasion avant d'avoir atteint le stade de l'abondance, qui serait la sacro-sainte condition du passage au communisme.

Les syndicats parents pauvres

A Cuba les syndicats ouvriers font un peu figure de parents pauvres. Leur champ d'action est limité, puisqu'il n'est guère question (ou qu'il n'y a guère de motifs) de revendiquer dans l'aimable détente qui règne sur le lieu du travail et que la grève est « impensable ». Pourtant la C. T. C., la Confédération des travailleurs cubains, née bien avant la révolution, a été récemment réanimée. Elle encadre et elle stimule les travailleurs. Elle est fondée sur des principes de démocratie ouvrière et d'internationalisme prolétarien qui semblent hérités de l'anarcho-syndicalisme espagnol. L'adhésion, et même le paiement des cotisations y sont volontaires. Il n'y existe plus de « permanents » : les responsables syndicaux, élus par leurs pairs, travaillent comme les autres. Dans les sections syndicales d'entreprise, les réunions semblent fréquentes et démocratiques.

Les syndicats ouvriers (il n'est pas question à Cuba de *syndicalisme*) sont subordonnés au parti communiste, à l'entreprise comme sur le plan national. Cependant cette subordination est moindre que dans les autres régimes communistes. A Cuba, les membres du noyau communiste d'entreprise sont désignés au terme d'une consultation de l'ensemble des travailleurs, assez largement démocratique. Les élus semblent être réellement une élite, les militants les plus actifs, les plus dévoués, les plus irréprochables. A la campagne, notamment, nous avons vu à l'œuvre de très jeunes cadres communistes, garçons et filles, exerçant des responsabilités importantes dans la production avec beaucoup de sérieux et, semble-t-il, une certaine capacité.

Cependant, l'adhésion au parti est subordonnée à des conditions si rigoureuses que beaucoup de travailleurs, ne se sentant pas de vocation monacale, hésitent à s'y soumettre. Il en résulte que, dans un pays de près de huit millions d'habitants, le Parti communiste cubain ne comprend pas plus de quelques dizaines de milliers de membres.

A vrai dire, au sommet, la démocratie du P. C. cubain est moins évidente. La direction du parti forme, semble-t-il, un petit noyau fermé, un appareil politico-militaire, au fonctionnement hiérarchisé et secret. La récente publicité donnée brusquement au « complot » tramé par Annibal Escalante et les anciens staliniens, dans lequel avaient trempé deux membres du Comité central, les moyens employés par la police pour l'éventer (tables d'écoute à l'ambassade de l'U. R. S. S., etc.), le procès qui s'est déroulé devant un tribunal d'exception, l'accusation portée contre les inculpés d'être « objectivement » des « auxiliaires de la C. I. A. », leur autocritique et leur repentir, les lourdes condamnations finalement prononcées rappellent, assez fâcheusement, les mœurs moscovites

d'antan, bien que la procédure soit utilisée, cette fois, contre des moscoutaires.

Il est vrai qu'à Cuba, la « lutte contre la bureaucratie » est à l'ordre du jour. Le journal « Granma » y a consacré, sous ce titre, une série d'articles, ensuite reproduits en brochure et l'université, prenant conscience du problème, entend l'étudier. De larges compressions de personnel ont été effectuées dans divers ministères, les 70.000 licenciés rééduqués et reclassés dans la production. Mais la lutte est moins engagée, semble-t-il, contre la bureaucratie en tant que caste dirigeante et organe de pouvoir que contre des ronds-de-cuir excédentaires ou inefficaces et paperassiers.

Un autre aspect, assez étonnant, de la révolution cubaine est son puritanisme. Naguère, les Cubains étaient de mœurs faciles : climat tropical, race charmante et voluptueuse. Mais aussi les armées de touristes nord-américains avaient transformé La Havane en un vaste bordel. Aujourd'hui la révolution se veut synonyme de vertu. Les candidats aux fonctions politiques et syndicales sont soumis à des investigations qui n'hésitent pas à franchir le seuil de la vie privée. Les anciennes prostituées ont été reconverties : on les retrouve vendant des glaces à la ville ou plantant des asperges et des fraisiers à la campagne. Les boîtes de nuit n'ont pas disparu, car elles servent à « éponger » l'excédent des signes monétaires entre les mains des consommateurs rationnés, mais elles ont été assainies. Max-Pol Fouchet a vu expulser d'un café un couple d'amoureux qui se tenaient par la main (4). L'homosexualité est bannie ou persécutée.

Des franges de mécontents

Il serait présomptueux de prétendre que le régime est soutenu par l'unanimité de la population. Il existe des franges de mécontents. La Havane, surtout, métropole parasitaire, ne se console pas d'avoir perdu son éclat luxurieux d'antan : ex-citadelle des classes aisées, elle est affligée aujourd'hui d'une urbanisation trop rapide, de l'oisiveté volontaire de ceux qui refusent le travail volontaire, de conditions de logement encore peu satisfaisantes malgré les efforts des pouvoirs publics. Les personnes âgées sont, bien entendu, plus réticentes que les jeunes. Les professions libérales (les avocats notamment) abandonnent peu à peu l'île révolutionnaire, Fidel ayant la sagesse de laisser partir ceux qui en expriment le désir (après, toutefois, une longue période d'attente pendant laquelle les postulants sont privés de leur gagne-pain, sauf s'ils acceptent d'aller travailler comme volontaires à la campagne). Chaque jour un avion de nouveaux exilés quitte l'île pour les Etats-Unis. Le départ

(4) *Les Nouvelles littéraires*, 8 février 1968.

de certains d'entre eux, techniciens, médecins, cause un préjudice à la révolution cubaine, mais cette hémorragie constante a l'avantage de jouer le rôle d'une soupape de sûreté et de prévenir la cristallisation d'une opposition organisée.

Par ailleurs, le rationnement n'est pas supporté sans mécontentement par la population. Le dernier en date, celui de l'essence, semble avoir fait l'effet d'une douche froide. Du haut des tribunes sur lesquelles nous assistions au défilé militarisé du 2 janvier, nous avons noté des indices déconcertants : après le défilé, la foule avait été admise à occuper l'emplacement demeuré libre au pied des tribunes. Quand Fidel eut pris la parole et laissé entrevoir que le rationnement de l'essence allait être le leit-motiv de son discours, nous avons pu voir des groupes entiers faire volte-face avec désinvolture, tourner le dos, regagner le centre de la ville. Une explication nous fut proposée par nos guides : ces défailtants préféraient écouter plus confortablement la suite du discours devant leur poste de télévision ; mais elle ne m'a point paru convaincante.

Il n'est pas certain non plus que la population ait vu avec beaucoup d'enthousiasme l'invasion de La Havane par près de 500 congressistes étrangers, pourvus généreusement de beurre, de café, de viande et autres victuailles rares ou sévèrement rationnées. Fidel Castro lui-même a perçu cette réaction populaire, puisqu'il a dû attribuer, publiquement, à la tenue de notre congrès culturel certains retards administratifs dont se plaignaient les usagers, le soir de l'inauguration d'un nouveau village. Qu'il lui eût fallu utiliser ses invités comme boucs émissaires en disait long.

Les difficultés de toutes sortes qui assaillent la révolution sont ainsi désamorçées par Fidel. Il ne joue ni au dictateur ni à l'homme providentiel ni au grand sorcier. Il use des moyens les plus simples : l'honnêteté, la franchise. Il obtient la confiance de son peuple en lui disant la vérité. Sans doute entre-t-il dans ses formidables dons de tribun une part de démagogie et d'astuce qui n'échappent peut-être pas à l'auditeur, mais qui sont compensés par la droiture de l'accent, la bonté du regard. Fidel n'est pas un chef de gouvernement comme les autres. Il est infatigable. Il ne tient pas en place. Cet homme des bois se trouve mal à l'aise dans un bureau. Il est sans cesse en route, empruntant l'avion, l'hélicoptère ou la jeep. Il s'enquiert des besoins, des doléances, des avis de tous et de toutes. Ses poches s'emplissent de pétitions et de placets. Nous l'avons vu, le soir où il inaugurerait le village, se laisser interrompre familièrement par des femmes, écouter avec patience leurs récriminations :

— Eh Fidel ! Et le bureau de poste ?

— Dis donc, Fidel, pour quand l'autobus ?

— Alors, Fidel, les clés de nos maisons ? Pourquoi demain, pourquoi pas ce soir même, Fidel ?

Le lendemain matin, à la première heure, sans spectateurs ni journalistes, Fidel revenait discrètement au même village, pour s'assurer que les réclamations entendues la veille allaient être satisfaites.

II

La révolution cubaine combine, d'étrange façon, la raison et la folie. Quand Fidel inaugure un nouveau village, ce qui frappe, c'est le bon sens, le réalisme, la minutie, le goût des chiffres d'un solide et épais gaillard qui a les pieds sur terre et, si l'on peut dire, d'un sous-préfet de génie. Mais l'année 1968 a été baptisée « année du guerrier héroïque » et l'obsédante image du « Che », la crinière hors du béret, est placardée partout. Le culte du combattant tombé revêt des formes étonnantes pour un observateur occidental.

Il est vrai que nous touchons ici à un point névralgique. Le culte du « Che » pourrait bien relever du phénomène de compensation, tant pour les gouvernants que pour le peuple. Les gouvernants n'ont pas très bonne conscience. N'est-ce pas, dit-on, à la suite de discussions orageuses avec le frère de Fidel, Raul Castro (5) et le président Dorticos qu'Ernesto Guevara avait quitté tout à la fois le pouvoir et le territoire cubain ? Quant au peuple, la mort du guerillero réputé invincible et l'échec, au moins temporaire, des maquis boliviens ont été probablement pour lui un choc très profond. Il avait trop misé sur la réussite de l'entreprise. Par suite d'une optique déformante, la victoire des maquis en Amérique latine lui paraissait la seule voie susceptible de mettre fin à l'isolement de la révolution cubaine. Aujourd'hui il éprouve un sentiment d'humiliation et de frustration. Il a tendance à douter, à remettre en question. Le trouble des esprits a gagné jusqu'à une avant-garde de jeunes cadres, plus soucieux de construction économique que d'aventure extérieure. Ce désarroi, ce germe de révisionnisme, ont été exploités contre la mémoire du « Che » par la « microfraction » d'Annibal Escalante, ce qui explique la lourdeur de son châtement.

Le culte outrancier du héros tombé joue le rôle d'un baume sur une blessure encore à vif. A l'exposition du Tiers-Monde, inaugurée au cours de notre congrès, et dont l'entrée est gardée par

(5) A rapprocher de l'altercation qui aurait opposé le même Raul Castro au regretté Camilo Cienfuegos, en octobre 1959. Camilo aurait été libertaire et antistalinien.

un couple de lions vivants, l'on peut voir trente-trois portraits identiques du héros, en trois rangées de onze, sur fond rose éclairé en transparence par des ampoules électriques. Soudain les trois rangées basculent autour de leur axe, et l'envers énonce des mots d'ordre de lutte. Dans la salle voisine, une série de panneaux, également éclairés en transparence, présentent toutes sortes d'armes automatiques tandis qu'un fond sonore fait entendre, sans trêve, le fameux « crépitement des mitrailleuses » d'un des ultimes messages d'Ernesto Guevara. Le culte révolutionnaire n'est pas exempt d'une certaine morbidité. Squelettes et crânes sont répandus à profusion, soit comme objets réels, soit sous le pinceau des peintres. Ici resurgit la vieille complaisance hispanique pour l'idée et le spectacle de la mort. D'autres signes de dérangement mental apparaissent çà et là dans les propos et dans les écrits. L'isolement de Cuba, sa situation de forteresse assiégée ont sans doute avivé ces symptômes de déraisonnement.

L'extravagance de Cuba ou si l'on veut user d'un terme moins péjoratif, son originalité, a, cependant, un avantage. Elle permet aujourd'hui à la révolution cubaine d'échapper, dans une certaine mesure au conformisme et au dogmatisme des pays socialistes de l'Est. Petite bourgeoise et nationaliste à l'origine, elle s'est donnée, plus tard, un vernis de « marxisme-léninisme », mais elle ne s'est jamais sentie tout à fait à l'aise dans le dogme et dans le stéréotype. Quand elle répète la leçon apprise, c'est sans trop y croire. Aujourd'hui elle balance entre un marxisme du pauvre, importé de la révolution russe dégénérée, et une soif de liberté et de renaissance culturelles qui lui font rechercher le contact avec les intellectuels du monde entier, fussent-ils assez peu socialistes.

Le discours prononcé par Fidel à la clôture du congrès de La Havane a été d'une rare véhémence : « *Il ne peut rien y avoir de plus anti-marxiste que le dogme, que la pétrification des idées. Il y a des idées que l'on brandit ou nomme du marxisme et qui ressemblent à de véritables fossiles. Le marxisme a besoin de sortir d'une certaine ankylose, de se comporter comme une force révolutionnaire et non comme une Eglise pseudo-révolutionnaire. Allons-nous nous résigner à voir des secteurs du marxisme devenir des forces ecclésiastiques ? Nous espérons que l'on ne nous appliquera pas le procédé de l'excommunication pour avoir affirmé cela, pas plus que celui de la Sainte Inquisition !* »

Cependant l'ardeur de son réquisitoire contre le communisme moscovite a peut-être conduit Fidel à tomber dans l'excès contraire. Déçu, à juste titre, par la passivité des classes ouvrières occidentales ou sud-américaines et, surtout, des partis communistes qui prétendent les représenter, il semble perdre confiance dans le prolétariat international et c'est aux intellectuels qu'il confie le rôle d'avant-garde de la Révolution. D'où peut-être, entre autres, la composition hétéroclite de la pléthorique délégation française au

congrès culturel, envahie par une certaine bohème littéraire et artistique, gravitant autour de Saint-Germain-des-Prés.

Mais cette idéalisation des beaux esprits recouvre des mobiles de *Realpolitik* : menacé de perdre l'appui soviétique qui, actuellement, assure littéralement la survie de l'économie cubaine par ses livraisons de pétrole (un pétrolier russe toutes les 54 heures) et ses achats de sucre, Fidel est amené à cajoler la France et la Grande-Bretagne afin qu'elles augmentent leurs échanges commerciaux avec Cuba et, par voie de conséquence, les intellectuels de Paris et de Londres susceptibles d'agir sur leurs gouvernements.

Des paroles aux actes

La révolution cubaine, à son stade actuel, recèle une contradiction entre les mots et les faits. Une situation qui rappelle un peu celle de la Russie stalinienne de la « troisième période », au temps où la coexistence pacifique avec le monde capitaliste, corollaire de la construction du « socialisme dans un seul pays », était camouflée sous des mots d'ordre en apparence gauchistes. Aujourd'hui Cuba continue à prêcher une conception blanquiste de la révolution dans les pays d'Amérique latine. Elle persiste à prétendre et croit pouvoir appliquer mécaniquement à toutes les situations le schéma de la Sierra Maestra. Mais les déboires essuyés récemment en Bolivie et ailleurs semblent inciter les dirigeants cubains à mettre en veilleuse cet interventionnisme, devenu surtout verbal, et à consacrer l'essentiel de leur effort à l'édification du socialisme dans une seule île. Raison supplémentaire pour dissimuler leur cours nouveau sous une répression du révisionnisme pro-soviétique, tout en lui faisant de discrets emprunts.

Malheureusement, comme l'a prouvé le précédent russe, il n'est guère possible de construire un socialisme authentique dans l'isolement, à plus forte raison dans un petit pays insulaire et bloqué ; aussi la révolution cubaine semble-t-elle, malgré son effort héroïque pour sortir du sous-développement, condamnée à être plus ou moins déformée, aussi bien économiquement que politiquement, tant qu'elle ne pourra pas s'évader du cadre national et être fécondée par l'extension de la révolution mondiale (6).

Cuba a prouvé son internationalisme de bien des façons, ne serait-ce qu'en hébergeant de grandes assises internationales, telles que la Tricontinentale, l'O.L.A.S., le récent Congrès culturel. Au risque de chagriner nos amis cubains, je crois cependant devoir observer que la révolution cubaine n'est pas entièrement affranchie de ses origines nationales et petites-bourgeoises. Ainsi son mot

d'ordre « la patrie ou la mort » : la Révolution française, si bourgeoise et patriote qu'elle ait été, disait : « la liberté ou la mort ». (Il est vrai que le mot « patrie » apparaît dès le début de notre *Marseillaise*.) Nous avons entendu l'hymne national cubain joué religieusement devant des foules au garde-à-vous, mais jamais d'*Internationale*. On peut également se demander si l'intérêt prioritaire accordé à l'Amérique latine ne ressortirait pas davantage à un nationalisme latino-américain qu'à l'internationalisme prolétarien.

Telle est aussi, peut-être, la raison pour laquelle la révolution cubaine n'a pas tenté de pratiquer une politique antillaise ni d'inculquer une conscience caraïbe aux populations des îles voisines, malheureuses victimes des impérialismes occidentaux, « poussières » abandonnées à leur triste sort. En fait, l'élite des Afro-cubains, qui forment près de la moitié de la population de l'île, se sentent proches des autres Antilles ; mais ils ne sont guère suivis par les Cubains blancs d'origine espagnole...

Certes la révolution cubaine exprime, avec une chaleur particulière, sa solidarité au Viet-Nam en lutte. Mais ici encore les arrière-pensées de réalisme politique ne sont pas absentes : l'axe Hanoï-La Havane associe la poignée des pays socialistes qui tiennent à conserver une certaine distance à l'égard de Moscou comme de Pékin.

La querelle avec Moscou

D'ailleurs il est permis de se demander si la querelle entre Cuba et l'U.R.S.S., qui a pris ces derniers temps un tour si vif, est uniquement d'ordre idéologique, si elle ne porte réellement que sur la « coexistence pacifique » et le recours à la lutte armée. En fait Cuba, à sa façon, pratique elle aussi la coexistence pacifique. Une sorte de « modus vivendi » tacite semble s'être instauré entre la petite république révolutionnaire et son colossal voisin. Il est marqué par la surveillance, somnolente et ronronnante, d'un croiseur yankee à la limite de ses eaux territoriales et la perpétuation de la base de Guantanamo sur le sol même de l'île : des milliers d'ouvriers cubains, payés en dollars U.S., en reviennent chaque soir pour regagner leur domicile en territoire révolutionnaire.

La cause essentielle de la tension avec Moscou semble être d'ordre économique. Elle porte sur le sucre et sur le pétrole. La révolution cubaine trouve avantageux de vendre son sucre aux Russes à des cours supérieurs à ceux du marché mondial (bien que très inférieurs à ceux dont les Etats-Unis faisaient bénéficier la Cuba capitaliste), mais elle déplore que les prix payés restent, néanmoins, soumis aux fluctuations des cours mondiaux, ce qui introduit dans la planification cubaine un élément constant d'incertitude. Par ailleurs, tandis que le développement rapide de l'économie cubaine entraîne une consommation toujours accrue de carburant, l'U.R.S.S.

(6) Cf. à ce sujet l'article de Michèle Tourny, « Purge à La Havane » dans *Voix Ouvrière* du 7 février 1968.

s'obstine à ne pas relever les contingents alloués, ce qui oblige Cuba à solliciter des avances sur livraisons futures, à hypothéquer l'avenir, à entamer ses stocks de défense nationale, enfin, à restreindre la consommation d'essence.

Une autre contradiction, bien singulière, de Cuba, est son mélange d'anti-américanisme et d'américanisme. A l'exposition du Tiers-Monde, la première salle est consacrée à des affiches en couleur qui rappellent l'époque, révoquée et abhorrée, de la publicité yankee. Mais l'influence américaine a laissé dans l'île des traces nombreuses et visibles : les horribles gratte-ciel de La Havane, les terribles hôtels pour milliardaires de la capitale et de plusieurs villes de province (le séjour à l'*Havana Libre*, ex-Hilton, fut une épreuve pour plus d'un délégué au Congrès culturel), les *shows* où la démesure le dispute au mauvais goût, la passion du *base-ball*, les sifflets en guise d'applaudissements, les voitures américaines (qui, depuis 1960, hélas, ont eu le temps de prendre de l'âge), chez les gosses l'amour du *chewing gum* et, pardessus tout, une prédilection, authentiquement yankee, pour l'audacieux et pour le gigantesque.

Ainsi, par l'ardeur de pionniers avec laquelle sont défrichées de larges superficies et expérimentées des cultures nouvelles, maraîchères ou fruitières, on se croirait dans le Far-West, en pleine « frontière ». Un autre exemple : l'organisation de notre Congrès culturel. Ce n'était pas une petite affaire que de véhiculer par la voie des airs, des quatre coins du monde, près de 500 délégués, obligés, la plupart, par le blocus, à d'énormes détours, que de faire pleuvoir sur eux des avalanches de cadeaux (cigares, rhums, livres), que de les faire banqueter, à ciel ouvert, sur la place de la Cathédrale, sans compter la mobilisation d'un millier de personnes (guides, traducteurs, dactylographes, etc., etc.) et les tonnes de papier exigées par l'organisation matérielle d'un tel congrès. Ces folles dépenses semblent, d'ailleurs, devoir être « payantes » : chacun des invités est retourné au bercail avec au cœur l'amour de Cuba, la volonté de venir en aide à la révolution castriste et un défi a été lancé, de l'île bloquée, à l'impérialisme américain.

Militarisme ou peuple en armes ?

Je voudrais, pour terminer, insister sur un autre aspect de la révolution cubaine : sa relative militarisation.

Cuba est, avant tout, une île assiégée, mobilisée, objet d'infiltrations quotidiennes de l'ennemi. Un long vaisseau de canne à sucre, s'étirant sur 1.150 km. de longueur, et sur une largeur qui ne dépasse jamais 150 km. Une île vulnérable, exposée sur tout son pourtour au débarquement d'un agresseur. Une île résolue, le cas échéant, à combattre jusqu'à la mort.

La Révolution y a triomphé les armes à la main. Elle y défend les armes à la main. La chose militaire est l'occupation

première de ses habitants. Le service militaire obligatoire est de longue durée (trois ans). Mais, de plus en plus il tend à se confondre avec l'enseignement. Dans des écoles militaires, commandées par des officiers, soumises à un *drill* rigoureux, les conscrits, auxquels s'ajoutent des jeunes filles (7), y reçoivent une formation générale et technique. Une formation qui, comme toute formation de style militaire, risque d'être, dans une certaine mesure, une déformation. En particulier, l'école normale de Minas del Frio où sont conditionnés, loin du siècle, dans la sévère et froide solitude de la Sierra Maestra, les futurs enseignants, ressemble, dit-on, à un couvent cloîtré : la combinaison du monacal et du militaire, qui inspire de la terreur aux futurs élèves, fait penser à une résurrection de l'Ordre des Templiers.

Parallèle à l'armée, la milice populaire est pourvue en tout temps d'armes courtes (pistolets ou revolvers). Bien que volontaire, elle englobe la majorité de la population. Hommes et femmes, dès l'âge de 15 ans et jusqu'à un âge avancé, peuvent s'y engager. On ne les munit d'armes longues (fusils ou mitraillettes) que lorsqu'ils prennent la garde, de temps à autre, dans telle entreprise, devant tel bâtiment public, telle usine ou tel ouvrage d'art.

Aux yeux du visiteur, le pourcentage d'uniformes paraît élevé. Une partie des gouvernants n'abandonnent jamais l'accoutrement militaire. Fidel porte toujours un revolver à son ceinturon qu'il dénoue ostensiblement à l'instant où il va prendre la parole. En fait, le pays est gouverné par une équipe d'officiers, les uns anciens maquisards, les autres promus depuis la victoire de la Révolution. L'interpénétration est étroite entre le militaire et le civil, entre le personnel politique et l'armée. Nulle trace d'une scission entre les deux composantes, du genre de celle qui en Algérie, a opposé Boumediène à Ben Bella. Le commandant Fidel Castro est le chef suprême, à la fois civil et militaire. L'armée ne saurait jalouser un pouvoir civil, avec lequel elle se confond.

« C'est le peuple en armes », s'écrient, à leur retour de Cuba, les optimistes. Ils oublient que les armements modernes sont entre les mains de l'armée et non de la milice populaire. Les observateurs chagrins se sentent un peu moins rassurés. Ils croient apercevoir à Cuba quelques germes de militarisme. C'est ainsi que la discipline librement consentie, dont certes aucune révolution ne saurait se passer, y est parfois submergée par une discipline purement formelle. Des instructeurs tchèques sont venus enseigner aux Cubains, qui, comme toutes les populations des tropiques, avaient un penchant à l'indiscipline, le pas cadencé et même le pas de l'oise à la prussienne. Pour le 9^e anniversaire de la Révolution, le 2 janvier

(7) Les filles ne sont pas astreintes au service militaire obligatoire, sauf celles qui entrent, volontairement, dans les écoles en question.

1968, nous avons vu, non seulement l'armée, mais les bataillons d'ouvriers, brandissant leurs machettes, défilent dans un ordre rigoureusement impeccable, la patte levée. Même dans les écoles, les enfants sortent de classe au pas cadencé « *Uno, dos, tres, cuatro* ». A l'adresse de notre Congrès, un groupe d'officiers ingénus a proposé une résolution tendant à la formation de l' « homme intégral » par l'entraînement militaire — comme si le produit d'une particularité cubaine pouvait être d'application universelle.

C'est fréquemment d'ailleurs que le militaire déborde sur le civil. Travailler à « un rythme de guerillero » est une expression courante dans le langage, même lorsqu'il s'agit de travaux aussi prosaïques que l'organisation matérielle d'un congrès cubain. Certains secteurs de la production sont militarisés. C'est ainsi que des commandos de choc du type de la brigade « Che Guevara » défrichent le sol avec des armées de tracteurs ou s'attaquent au *marabou* (buisson improductif) avec des chars d'assaut reliés entre eux par des chaînes.

Un vide institutionnel ?

Tandis que Fidel assure les relations publiques entre le régime et le peuple, Raul, son frère, flanqué de Dorticos, le chef de l'Etat, gouvernent — dans un style sédentaire, classique et militaire. Raul tient entre ses mains l'armée et la police secrète. Il accumule lentement, dans l'ombre, des dossiers contre les adversaires du régime. Puis, quand il juge l'abcès suffisamment mûr, il les produit devant Fidel. Fidel tombe des nues. Le scandale devient public. C'est ainsi que, dans des ciels sans nuages apparents, éclatent les plus surprenants coups de théâtre : la fuite de la sœur de Fidel, devenue anti-castriste, tout récemment le procès et le jugement de la « microfraction » pro-soviétique.

Que deviendrait la révolution cubaine sans Fidel ? Car le bon génie atténue les méfaits inhérents à tout pouvoir étatique sans réussir à les annihiler. Si, par malheur, il venait à disparaître, le cancer bureaucratique ne tarderait sans doute pas à proliférer. Dans son entourage immédiat se profilent déjà des hommes de gouvernement, ambitieux, sournois, qui abondent dans le même sens que lui, se gardent de jamais le contredire et grimpent un à un les échelons de la hiérarchie politique en s'imposant par leur « efficacité ». Comment la révolution cubaine pourrait-elle se préserver de ces apprentis-Staline ?

Entre le peuple et Fidel, le dialogue est permanent et tient lieu, en l'absence d'une Constitution et d'une représentation populaire, d'institutions démocratiques. Les organisations de base, certes, ne manquent pas. Les comités locaux de défense de la révolution (C.D.R.) sont des organisations de masses, par quartier et rue, chargées d'assurer la sécurité révolutionnaire. Le *Poder local* est la représenta-

tion populaire qui administre une localité et rend compte, périodiquement, de son activité devant la population réunie en assemblée générale. Mais il semble qu'il manque des courroies de transmission entre cette base et le sommet, que le parti et le syndicat ne suffisent peut-être pas à fournir. La révolution cubaine, vue de près, s'avère si authentiquement socialiste dans son esprit et dans son propos, sinon dans toutes ses formes, que la perspective d'avoir à retourner en pays capitaliste a paru amère à plus d'un invité au Congrès culturel. Souhaitons à Cuba, qui sait gagner l'affection de ses visiteurs, d'introduire dans son relatif vide institutionnel une véritable démocratie prolétarienne.

P.S. — Mes deux articles étaient déjà écrits lorsque Fidel Castro a pris la parole, le 13 mars, « sur les marches de l'Université ». Son discours-fleuve confirme que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des Cuba et que, à La Havane notamment, les zones de mécontentement ne sont pas mineures, entretenues par un sévère rationnement alimentaire, le parasitisme, le marché noir et la corruption. Le pouvoir a réagi en supprimant radicalement tout commerce privé. Ainsi donc, le paradis terrestre décrit par certains intellectuels français naïfs et superficiels, après un court séjour dans un palace de La Havane, ne correspond pas tout à fait à la réalité. C'est Fidel lui-même qui, avec une franchise révolutionnaire, les ramène au réel — et rudement (8).

(8) On trouve ce discours dans le numéro du 24 mars 1968 de l'édition française hebdomadaire du journal *Granma*, à l'ambassade de Cuba, 3, rue Scribe.

IMPERIALISME ET RACISME

Rapport de Daniel GUERIN au Congrès culturel de la Havane, 4-12 janvier 1968.

(Commission n° 1, Culture et indépendance nationale).

L'impérialisme et le racisme constituent aujourd'hui encore de puissants obstacles au libre développement culturel des peuples du tiers monde.

Certes, le formidable mouvement de décolonisation et de lutte contre le racisme a, depuis un quart de siècle, sérieusement ébranlé les positions de cette hydre à deux têtes. Mais ce sont les progrès mêmes de la marée décolonisatrice et antiraciste qui, en acculant l'adversaire dans ses derniers retranchements, le font se raidir dans une résistance d'autant plus acharnée et meurtrière qu'elle est désespérée.

L'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme nord-américain, tente par tous les moyens — les assassinats de leaders révolutionnaires, l'organisation de coups d'Etat réactionnaires, l'intervention armée, directe en Extrême-Orient, indirecte au Moyen-Orient — d'endiguer la poussée irrésistible de l'anti-impérialisme.

Au même moment, le racisme s'efforce de conserver sa domination par un redoublement de terreur et de répression, comme en font l'expérience les populations de couleur des Etats-Unis, aussi bien que de l'Afrique du Sud, et peut-être même n'hésitera-t-il pas à recourir au génocide plutôt que de céder la place.

De leur côté, les impérialismes que nous appellerons secondaires s'obstinent à mettre en œuvre leurs maléfices : tandis que le portugais poursuit une lutte armée contre la résistance armée, le belge n'a pas renoncé à nouer des intrigues au Congo-Kinshasa, où il soutient les derniers bastions et fomenté les derniers soubresauts du capitalisme. Le britannique, s'il a dû abandonner les uns après

les autres, les points stratégiques qu'il s'était aménagés sur la route des Indes, soutient la guerre criminelle que le nord-américain fait à l'héroïque peuple du Viet-Nam, de concert avec son vassal australien.

L'impérialisme français a fait peau neuve. De tous les impérialismes secondaires, il est le plus méconnaissable. Il a accordé l'indépendance à la plupart des territoires qui avaient appartenu à son défunt « empire ». Il s'oppose à l'impérialisme nord-américain, il condamne la guerre du Viet-Nam et l'agression israélienne. Cette attitude lui vaut dans le Tiers-Monde un prestige indéniable. Cependant, il mène un double jeu qui pourrait, s'il n'était pas analysé, échapper à l'observateur superficiel. Certains aspects de sa politique sont en contradiction avec son anti-américanisme et son adhésion à la décolonisation.

Etant Français, j'estime de mon devoir d'insister sur ce point, en vertu de l'adage que chacun doit balayer devant sa propre porte.

Tout d'abord, la France du général de Gaulle n'a jamais rompu réellement avec l'Alliance atlantique. Son porte-parole n'a pas cessé de le répéter aux dirigeants soviétiques au cours de son voyage en U. R. S. S. Notre pays fait toujours partie de l'O. T. A. N. L'administration gouvernementale française est truffée d'auxiliaires plus ou moins camouflés de l'impérialisme nord-américain. Ce sont eux, par exemple, qui récemment, ont retenu pendant plus de 12 heures Stokely Carmichael à l'aéroport d'Orly, jusqu'au moment où le chef de l'Etat est intervenu personnellement. Mais il ne déjoue pas toujours les machinations de ces agents yankees et il ne parvient pas toujours à les dépister. Pourquoi ? Parce qu'il lui arrive de témoigner trop d'indulgence et trop de liberté d'action aux ministres qui les protègent.

En octobre 1965, le général de Gaulle, qui songeait à prendre sa retraite vu son âge et sa fatigue, a découvert que son premier ministre s'apprêtait, pour le cas où il lui succéderait à la tête de l'Etat, à resserrer les liens, assez distendus, de la France avec les Etats-Unis. Pour parer ce danger, il a décidé de se présenter, encore une fois, à l'élection présidentielle. Mais il a tout de même voulu donner un gage à l'impérialisme nord-américain en conservant comme premier ministre Georges Pompidou. Si demain le général de Gaulle venait à disparaître, il n'est pas exclu que son *propre régime* aille faire amende honorable à Washington.

En attendant, l'armée française, la marine française continuent à coopérer activement avec le Pentagone. Les services secrets français opèrent en liaison étroite avec la C. I. A., comme certains officiels français en ont fait la confiance au Comité dont j'ai fait partie pour la vérité sur l'affaire Ben Barka. D'ailleurs l'affaire Ben Barka a été une démonstration éloquentes du double jeu français : d'un côté, le général de Gaulle n'a pas hésité à accuser publiquement le général

Oufkir, ministre de l'Intérieur du Maroc, d'avoir monté l'enlèvement criminel; mais, en même temps, le gouvernement français cherchait à étouffer l'affaire et s'efforçait de ménager les responsables marocains dans l'intérêt des riches colons français encore nombreux au Maroc.

L'agression israélienne du 5 juin a fourni une preuve nouvelle du double jeu que pratique notre gouvernement. Des avions «Mirage» ont été, en quantités importantes et jusqu'à la dernière minute avant le conflit, livrés à l'Etat d'Israel et ils étaient pilotés par des Français en service commandé. Une bonne partie du gouvernement français dissimulait mal sa sympathie pour le pays agresseur, prétendument «attaqué» et la radiodiffusion nationale comme la presse présentaient sous le jour le plus favorable la cause israélienne. Des dizaines de milliers de manifestants, parmi lesquels beaucoup de fascistes et de racistes, pouvaient impunément envahir les rues de notre capitale. Après l'attaque traîtresse contre les Arabes le ministère français de l'information a laissé projeter un film en couleur, insultant pour les vaincus et qui glorifie la guerre-éclair, la guerre au napalm, du Sinaï.

Dans les pays africains jadis colonisés par elle, la France pratique une habile politique néo-colonialiste, sans le masque de la «coopération». Dans certains cas, des parachutistes français sont intervenus ouvertement pour soutenir des gouvernements autochtones réactionnaires. Souvent notre impérialisme sait s'appuyer sur les officiers des pays décolonisés qui sont issus de l'armée française et ont gardé avec elle des contacts étroits, — des contacts qui frisent la trahison des intérêts nationaux de leurs pays respectifs.

Tout en proclamant sa prétendue «non-ingérence» dans les affaires intérieures des nouveaux Etats indépendants, la France y accorde un appui à peine voilé aux forces les moins progressives. Les milliards distribués «généreusement» à ces pays ne le sont pas d'une manière désintéressée. Ils servent à s'attacher par la corruption des régimes réactionnaires, à entretenir leur armée parasitaire et éprise de coups d'Etat, à assurer un train de vie somptuaire à leurs dirigeants mais de cette manne les populations encore misérables ne bénéficient guère. Par ailleurs, les subventions ou crédits consentis ont surtout pour but d'obtenir des Etats africains, en contrepartie, des commandes qui font prospérer le grand capital français ou de lui permettre d'investir sur place avec profit. Dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat français un homme, (qui est en même temps un policier) tient dans sa main tous les fils de cette entreprise néo-colonialiste.

Enfin notre gouvernement se refuse à accorder l'indépendance, voire même l'autonomie, à des territoires qui sont les derniers résidus de «l'empire». A la Martinique il y a cinq ans, à Djibouti et en Guadeloupe récemment, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à

faire couler le sang des populations locales. De nombreux militants révolutionnaires guadeloupéens sont depuis des mois en prison. Un leader patriote de Tahiti est toujours exilé de son île et astreint à la résidence forcée dans une localité française. Les intérêts capitalistes coloniaux, sucriers, bananiers et autres, continuent à dominer le ministère qui a la charge des territoires «d'outre-mer».

Certes l'impérialisme nord-américain demeure l'ennemi N° 1, le plus puissant, le plus agressif, le plus brutal, mais l'achèvement de la décolonisation exige qu'une lutte parallèle soit menée contre les impérialismes secondaires.

Tels me paraissent être les préalables au libre développement de la culture dans le Tiers Monde.

L'AGRESSION ISRAËLIENNE AU CONGRÈS CULTUREL DE LA HAVANE

(Extrait de *Juin 67*, bulletin N° 3 du Comité de soutien à la lutte antiimpérialiste des peuples arabes) (1)

Une bataille, qui dura trois jours, retarda d'une journée la Clôture du Congrès culturel et failli le paralyser, s'est déroulée à La Havane du 4 au 12 janvier 1968.

Son enjeu : condamnerait-on l'agression israélienne? Une délégation arabe importante et résolue (R. A. U., Syrie, Liban, Maroc, Algérie) s'y employa à la commission n° 1, celle qui avait, entre autres, à son ordre du jour le thème : «impérialisme et racisme». Mais elle se heurta à l'opposition de certains délégués européens : français, britanniques, roumains et italiens, appuyés par les organisateurs cubains du Congrès. Ceux-ci avalent tenu, en novembre, un séminaire préparatoire où avaient été adoptées de longues résolutions, qui furent distribuées aux congressistes : elles étaient muettes sur l'agression du 5 juin 1967.

Les délégués arabes, de leur côté, avaient fait remettre aux congressistes un Appel (reproduit dans le bulletin ci-dessus). Leurs interventions orales recueillirent les applaudissements des trois quarts des membres de sa commission. Mais Arturo Schwarz (Italie), qui revenait de Tel-Aviv, fit une charge à fond contre les Arabes, provoquant ainsi un vif incident. Plus habiles, André Gorcz et K. S. Karol s'employèrent à écarter toute allusion au drame du Moyen-Orient, sous le prétexte qu'il s'agissait d'un problème «secondaire» et que stigmatiser les crimes de l'impérialisme dans cette région du monde serait «diviser» le congrès.

En dehors de la commission n° 1, Dionys Mascolo et quelques

(1) En vente à « La Joie de Lire », 40, rue Saint-Séverin, Paris (5^e), 2 F.

autres délégués français s'agitèrent un tantinet dans les recoins de l'hôtel Habana Libre pour que l'agression israélienne fût passée sous silence : ils n'étaient pas venus à Cuba, disaient-ils, pour faire le procès du sionisme. On les surprit, dans l'obscurité nocturne d'un bar du 25^{ème} étage, occupés à fignoler leur stratégie anti-arabe.

Les Arabes furent défendus, modérément, à la commission n° 1, par Maxime Rodinson et Yves Lacoste. Ce fut ce dernier qui, le premier, imagina l'astuce par laquelle il fut possible, finalement, de flétrir l'agression contre le monde arabe sans prononcer les mots tabous : *Israël*, *sionisme*, *Palestine* et de clore ainsi le Congrès par un vote d'unanimité. On trouvera ci-dessous le paragraphe en question de l'Appel dit de La Havane.

Mais, avant d'en venir là, il avait fallu des heures de discussion, d'abord en commission, puis dans le secret d'une sous-commission. Comme les Arabes s'obstinaient dans la fermeté, le ministre cubain de l'Education, président et organisateur du Congrès, Llanussa, crut devoir les chambrer longuement pour les presser d'entrer dans la voie des concessions : quelques-uns, de guerre lasse, finirent par composer, sans doute par courtoisie à l'égard du pays révolutionnaire qui les avait invités. Peu rassurés, néanmoins, sur le résultat de ses efforts, le ministre crut devoir convoquer à part Daniel Guérin qui, avec Henri Pézerat (du journal *Le Communiste*) avait soutenu avec intransigeance la cause arabe. Les deux délégués français ne pouvaient, de toute évidence, se montrer plus «royalistes que le roi», plus arabes que les arabes et ils durent accepter, avec regret, le compromis proposé.

Pourquoi cette réticence cubaine à l'égard de la dernière en date des agressions impérialistes ? Tout d'abord, ce Congrès avait été convoqué pour lancer un défi au blocus américain, renforcer la position de Cuba dans le monde et ses organisateurs avaient besoin d'un vote d'unanimité. Mais il faut rappeler aussi que Cuba entretient des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël et n'avait aucune envie de les compromettre. Dans son discours de clôture, Fidel Castro dénonça l'agression contre les peuples arabes aux applaudissements d'une large majorité des congressistes, mais il ne mentionna pas le nom de l'agresseur.

Pendant tout le débat sur le Moyen-Orient, les délégués russes avaient observé un silence prudent. Cependant vers la fin de la discussion, après les exposés de Gorcz et de Karol, assez dangereux pour la cause arabe, le chef de la délégation soviétique leva soudain l'index et demanda la parole. Le président cubain de la commission n° 1 s'arrangea pour ne la lui point donner, malgré les efforts d'un délégué français pro-arabe. A cet instant, les initiés purent intrevoir que la cordialité ne régnait pas entre Cuba et l'U.R.S.S.,

mais le Congrès devait ne jamais savoir quels arguments l'Union soviétique se proposait de jeter dans la balance (1).

Ce débat néanmoins, n'aura pas été négatif car il aura mis en garde à la fois le gouvernement cubain et les délégués des 70 pays représentés au Congrès culturel sur le non-sens qui eût consisté à s'en prendre à l'impérialisme en général, tout en faisant silence sur l'agression du 5 juin 1967.

Extraits de l'Appel de La Havane

Nous, intellectuels venus de 70 pays, et réunis en Congrès à La Havane, proclamons notre solidarité active avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et tout particulièrement avec l'héroïque peuple vietnamien ;

Convaincus que l'impérialisme, à la tête duquel se trouve l'impérialisme américain, pour développer sa domination, étend ou renforce l'agression militaire, politique, économique et culturelle, particulièrement en Corée, au Laos, au Cambodge, au Congo-Kinshasa, dans le monde arabe, dans les colonies portugaises d'Afrique, au Vénézuéla, en Bolivie, ainsi que dans d'autres pays...

(1) Il est à noter que dans un compte rendu du Congrès publié en U.R.S.S. par V. Polakovski dans le journal *Za Rubejam* (19-25 janvier 1968), il est dit que « dans les commissions éclatèrent des discussions exceptionnellement agitées, arrivant fréquemment jusqu'à des conflits ouverts ». Mais le débat sur le Moyen-Orient n'est même pas mentionné.

VERS UNE OPPOSITION EXTRAPARLEMENTAIRE

Allocution de Daniel GUERIN au meeting organisé par les « Amis du S. N. C. C. (Pouvoir noir) » à la Mutualité, le 29 avril 1968.

Mes chers camarades,

Au cours d'une récente conférence de presse, j'ai cru devoir poser à James Forman, non pas une question-piège, mais une de ces questions que l'on pose à un ami en vue d'obtenir de lui la réponse que l'on escompte. Je lui ai demandé s'il est exact que le Pouvoir noir a l'intention de boycotter les prochaines élections présidentielles et générales aux Etats-Unis. Sa réponse a été catégorique : *oui*. Et Forman a ajouté que, pour les Noirs américains, la lutte ne se déroule plus désormais sur le terrain électoral, passé à l'arrière-plan, mais dans la rue. Avant lui, Rap Brown avait déjà dit, à New York, en septembre dernier, que « les Noirs n'attendent rien des élections de 1968 ».

Par ailleurs, d'autres porte-parole du Pouvoir noir m'ont fait observer, il y a quelques mois, que la multiplication des groupes d'activistes noirs à travers les Etats-Unis présente des avantages que n'offrirait pas une trop grande centralisation du mouvement révolutionnaire. A savoir : préserver la spontanéité de la lutte, sa liaison directe avec la foule.

Ainsi les Noirs américains ont retrouvé d'eux-mêmes les règles fondamentales de l'action révolutionnaire qui avaient été élaborées en Europe au milieu du XIX^e siècle : d'une part, subordonner l'action électoral et parlementaire à l'action directe, voire à la lutte armée ; d'autre part, sauvegarder l'autonomie et, par conséquent, la spontanéité des organisations de base, qu'on les appelle communes, soviets ou conseils. Ces principes élémentaires, hélas, ont été, depuis, ils sont encore, de nos jours, passablement oubliés au sein de nos mouvements. Nous devons remercier nos amis Noirs américains de nous les rappeler, et avec quel pouvoir de conviction !

J'en arrive à un point que me paraît essentiel. C'est notre devoir,

est-il besoin de le dire, de prendre la défense des Noirs américains, de leur témoigner, comme nous le faisons ici, ce soir, notre solidarité. C'est notre devoir, bien sûr, comme l'est celui de soutenir l'héroïque Viet-Nam en lutte. Mais je crois que nous devons nous mettre en garde contre nous-mêmes. Ce serait, en effet, une grave erreur de concentrer notre action sur les Noirs américains, sur le Viet-Nam, simplement pour nous donner une bonne conscience, pour opérer une diversion, pour nous fabriquer un alibi qui nous dispenserait de lutter, ici, chez nous, contre l'ennemi qui est dans notre propre pays.

Sur ce point, je suis certain que nos amis Noirs américains seront d'accord. Ils savent ce qu'ils ont à faire, ils n'ont pas besoin que nous le leur prescrivions et notre solidarité, bien que non négligeable à leurs yeux, n'est nullement la condition de leur victoire.

Au surplus, pour une fois que nous avons, ce soir, l'honneur et la bonne fortune d'avoir avec nous l'un de leurs porte-parole les plus autorisés, nous pouvons nous dispenser de dire sur eux ce qu'ils sont à même de dire beaucoup mieux.

Par contre, nous avons, semble-t-il, à tirer de la grande leçon que vous nous donnez, chers camarades du Pouvoir noir, des enseignements applicables dans notre propre pays et dans nos propres luttes.

Tout d'abord, si nous voulions vous être vraiment fidèles, notre tâche la plus immédiate serait d'engager, à fond, la lutte contre la discrimination raciale, aussi bien économique qu'humaine, qui sévit en France à l'égard des hommes de couleur. Je donnerai ici deux petits exemples tirés d'une expérience personnelle : quand je me suis trouvé, il y a quelques années, remplir les fonctions de conseiller culturel du Théâtre des Nations, nous avions réservé toute une série de chambres dans un hôtel de la rive gauche pour une troupe africaine. Mais l'hôtelier, sans doute, n'avait pas compris qu'il s'agissait d'une troupe noire et, quand les artistes se présentèrent, il leur fut répondu que les chambres retenues n'étaient plus disponibles. L'organisme auquel j'appartenais alors, ainsi, d'ailleurs, que les pouvoirs publics n'ont pas réagi.

Second exemple : le 19 février s'ouvrait au Palais de justice de Paris le procès des patriotes guadeloupéens. Les étudiants antillais avaient organisé, à cette occasion, une manifestation de rue. La consigne avait été donnée de se rendre en ordre dispersé jusqu'aux abords du Palais. Quand, avec mon ami Michel Leiris, nous avons eu franchi le pont Saint-Michel, venant de la place du même nom, un barrage de C. R. S. a opéré un tri : toute personne à peau blanche s'est vue accorder le droit de passage ; toute personne de couleur a été refoulée. La consigne policière qui avait été donnée était bien une consigne *raciste*, car un certain nombre de Blancs, qu'on laissait si complaisamment passer, venaient pour manifester, eux aussi, avec les Antillais.

Ensuite, chers amis Noirs américains, nous devrions mener, chez nous, la lutte contre notre bourgeoisie, notre capitalisme, notre néo-impérialisme avec une énergie qui, sans atteindre, certes, votre degré d'ébullition, ressemblerait à celle dont vous faites preuve chez vous. Et quand je dis « néo-impérialisme », ce n'est pas une formule creuse : il n'y a pas si longtemps que les forces de répression françaises faisaient couler le sang à la Martinique, à Djibouti, à la Guadeloupe.

Le monde est un, la révolution est une. Vous soulevez un couvercle là-bas. A nous, ici, d'en soulever un autre. Comment pourrions-nous mieux vous appuyer dans votre lutte, *dear brothers*, qu'en cessant d'être, ici en France, une Gauche en pâte molle, en peau de lapin, comme on disait dans ma jeunesse, en état de « co-existence pacifique », comme on dit aujourd'hui, une Gauche divisée, plus prodigue en paroles qu'en actes et ne pesant pas lourd dans la balance internationale. Comment pourrions-nous mieux vous prêter main-forte, qu'en arrachant, chez nous, à l'ennemi de classe les commandes de notre destin, un destin qui, en dernière analyse, n'est-ce pas, s'identifie avec le vôtre ?

On peut, certes, objecter que la situation là-bas et ici n'est pas la même, que votre enfer, amis Noirs américains, n'a pas de commune mesure avec le... purgatoire dans lequel nous tiennent nos oppresseurs. Pas de commune mesure, certes, entre l'exploitation économique à l'intérieur des pays blancs et celle qui frappe une autre couleur, celle qui condamne, sous des prétextes épidermiques, toute une population à être parquée dans des ghettos, après qu'elle ait été spoliée de ses patronymes, de ses langues, de ses religions, de ses cultures ancestrales, de sa personnalité, qui fait d'elle des étrangers et des parias dans leur propre patrie, qui les expose, à tout moment, à la violence et à la mort.

Mais, en dépit de cette différence de *degré*, la société dans laquelle nous vivons, nous, et que nous nous sommes habitués un peu trop à subir, n'est pas beaucoup moins mauvaise et moins inique. Oui, chers amis Noirs américains, il y a aussi chez nous des plaies criantes, des excès insupportables, des crimes odieux. Un écart énorme entre le riche et le pauvre, entre le possesseur des moyens de production et le salarié, entre le gouvernant et le gouverné, entre le privilégié fiscal et les petites gens tondues par le fisc, entre le juste et le corrompu. La France qui vous reçoit aujourd'hui, cher Forman, n'est-elle pas le pays sur le territoire duquel a pu impunément être enlevé et liquidé le leader de la Gauche marocaine, Mehdi Ben Barka, avec la participation de services officiels français ?

Cette parenthèse fermée, je reprends mon réquisitoire. Il y a chez nous une vieillesse, muette et invisible, qui finit ses jours dans la misère au beau milieu de l'étalage insolent du luxe. Derrière la façade du beau Paris il existe, à foison, des rues sordides, des taudis innombrables.

Il y a chez nous une jeunesse aliénée, incomprise et traité par

dessus la jambe. Il y a chez nous la femme qui attend encore sa véritable émancipation, et qui plie sous le quadruple fardeau de la maternité, du gagne-pain, du ménage, et de l'avortement clandestin. Il y a le rythme accéléré du travail à l'usine qui épuise et qui abrège la durée de la vie. Il y a la honte de la plupart de nos hôpitaux et de nos universités, mal équipés et surchargés, le scandale d'une médecine non socialisée et d'un trust pharmaceutique rapace, l'ignominie de notre système pénitentiaire. Il y a le gaspillage insensé de nos ressources pour la bombe atomique et la grandeur.

Il y a l'indigne traitement que nous réservons aux étrangers, leur surexploitation, leur mise à part dans des semi-ghettos, l'égoïsme, le chauvinisme, le racisme, que trop de Français leur témoignent. Il y a la vie toujours plus chère, l'emploi dans lequel la mécanisation et la concentration à outrance font des coupes de plus en plus sombres.

Enfin, en deux mots, la condition ouvrière est loin d'être abolie dans ce pays, Forman, où nous vous accueillons. En dépit des apparences, la phrase de Karl Marx et de Friedrich Engels conserve un fond de vérité, à savoir que les travailleurs n'auraient rien à perdre, dans une révolution, que leurs chaînes, et qu'ils auraient un monde à y gagner.

Certes les moyens de notre lutte ne devraient pas, nécessairement, être tout à fait les mêmes que ceux que vous mettez en œuvre, chers amis Noirs américains, et je ne veux point suggérer ce soir que, par exemple, la formation de tireurs d'élite soit, dès aujourd'hui, à l'ordre du jour chez nous. (*Cris de : « Si, si, elle l'est ! »*)

Mais votre volonté de détruire, de brûler, comme vous le dites — et comme vous le faites —, un système de pouvoir blanc que vous ne pouvez plus voir en peinture, devrait nous restituer l'envie de notre propre délivrance. Il est temps, il est grand temps que nous fassions entendre dans ce pays la grosse voix de ce que les étudiants en colère d'outre Rhin appellent — avec nos propres étudiants révolutionnaires — une *opposition extraparlamentaire*. Il est grand temps qu'avec vous, comme vous, camarades du S. N. C. C., nous rasions le vieux monde, pour en reconstruire un autre — viable et vivable.

UNE LETTRE D'UN AUDITEUR

Je tiens à te dire que j'ai été très ému de t'entendre plaider dans un meeting politique pour ceux que l'on pourrait appeler les « minorités psychologiques » qui vivent de la part de la société dans un état de rejet ou de subordination psychologiques : jeunes, personnes du 3^e âge, prisonniers.

A ce sujet jamais assez on ne dénoncera la bonne conscience, le confort mental, la contradiction, l'hypocrisie de la quasi-totalité des « gens de gauche » avec leur pseudo antiracisme. Car, si le racisme est le mépris d'une communauté différente de nous, le mépris d'une catégorie humaine à cause d'une particularité, le racisme au sens plein ne sévit pas uniquement ou forcément contre les êtres d'une autre couleur. Il faut dénoncer ces gens qui se croient « généreux », qui se révoltent contre le racisme... des autres, qui ne méprisent pas les noirs, eux, mais n'arrêtent pas à longueur de lignes ou de phrases de mépriser les alcooliques, les prostituées, les homosexuels, etc... qui leur font ainsi fonction de succédanés de Juif, de « bicots » de remplacement.

Mais ici j'ai un reproche amical, « affectueux » à te faire. Car parmi les « minorités psychologiques » tu as oublié ceux qu'il est convenu d'appeler les « fous », « les malades mentaux ». Il y aurait énormément, terriblement à dire et dénoncer dans le traitement de la Société et des psychiatres vis-à-vis des êtres catalogués comme tels.

Société et « gauche » compris. Car dans leur argumentation politique (comme dans leur langage courant) les « gens de gauche » — la quasi-totalité — utilisent le même vocabulaire que la droite. Par exemple pour discréditer une idée ou une personne, on utilise des expressions comme « cette élucubration relève tout droit de la névrose » « prostituer son talent » « se livrer au racolage des voix » « conception infantile », etc., Dans la charge péjorative de ces mots, il y a de cristallisée toute une idéologie contre les jeunes, les prostituées, les « névrosés », etc. Employer ces expressions, c'est réassumer moralement et personnellement cette idéologie, et même participer activement et personnellement à la survivance de sa virulence. Mais quelle est la nature véritable de ces idéologies, mais que valent-elles ?

